

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

REVUE IVOIRIENNE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES



Volume XIV - Numéro 26 Décembre 2023 ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines

Directeur de Publication : Prof. Grégoire TRAORÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 01 03 01 08 85

(+225) 01 03 47 11 75

(+225) 01 01 83 41 83

E-mail : administration@perspectivesphilosophiques.net

Site internet : <https://www.perspectivesphilosophiques.net>

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Directeur de publication : **Prof. Grégoire TRAORÉ**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef Adjoint : **Dr Éric Inespéré KOFFI**, Maître de Conférences

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. Aka Landry KOMÉANAN, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Antoine KOUAKOU, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA.
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. David Musa SORO, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Alassane OUATTARA
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Jean Gobert TANO, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. N'Dri Marcel KOUASSI, Professeur des Universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Donissongui SORO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Philosophie de l'éducation Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Nicolas Kolotioloma YEO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Secrétaire de rédaction : **Dr Kouassi Honoré ELLA**, Maître de Conférences
Trésorier : **Dr Kouadio Victorien EKPO**, Maître de Conférences
Responsable de la diffusion : **Dr Faloukou DOSSO**, Maître de Conférences
Dr Kouassi Marcellin AGBRA, Maître de Conférences
Prof. Alexis Koffi KOFFI, Professeur des Universités,
Dr Chantal PALÉ-KOUTOUAN, Maître de Conférences
Dr Amed Karamoko SANOGO, Maître de Conférences

SOMMAIRE

1. Platon et la question du beau Pierre Hubert MFOUTOU	1
2. Ivoirité et socialité Mafa Georges ASSEU	15
3. Éthique du visage et éthique du care : la double histoire du même ? Relwende GUIGUEMDE	31
4. Normativité de l'opinion publique à l'épreuve de la culture de masse chez Jürgen HABERMAS Garba OUMAROU	51
5. La communication devoir-pouvoir et le mal de la communication de pouvoir chez Kierkegaard Krouyé Constant KOFFI	71
6. L'humain à l'ère de l'Intelligence Artificielle (IA) 1. Adama COULIBALY 2. N'golo OUATTARA	91
7. Problématique éthique de l'abandon des enfants souffrant de handicap en milieu hospitalier 1. Koffi Sévérin FODIO 2. Andrédou Pierre KABLAN 3. Christelle AVI-SIALLOU, 4. Christian YAO, 5. Kouadio Vincent ASSE 6. Antoine KOUAKOU	105
8. La problématique des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le biotope africain 1. Jacques Gervais OULA 2. Florent MALANDA KONZO	129
9. Nature et technologie chez H. MARCUSE 1. Abdoul Karim NA ALLAH ROUGAH 2. Issaka TAFFA GUISSO	151
10. Sciences et réalités africaines : le cas de la sorcellerie dans la perspective poppérienne Ahou Marthe ASSIÈ épse BOTI Bi	167
11. du terrorisme au sahel : des enjeux cosmopolitiques pour une lecture de la théorie de la justice de John RAWLS Moussa MOUMOUNI	183

12. Le totalitarisme ou la fin de l'éthique politique Soumaïla COULIBALY	203
13. La désacralisation de la mort et de sa mystique en Afrique : à partir des expériences congolaise, tchadienne et ivoirienne Hygin Bellarmin ELENGA	217
14. La survivante de Rose Marie GUIRAUD : dynamique des genres littéraires et écriture du réel Bi Goré KOÉ	237
15. Méthodes culinaires et qualité de l'attiéké de Dabou du XVIII^E siècle au XX^E siècle Jean-Jacques ESSOH	257
16. L'animation culturelle dans le système Licence, Master, Doctorat (L.M.D.) : fonctions et enjeux Messou FIAN	273
17. Les sciences expérimentales au crible de la pensée philosophique Seydou SOUMANA	287

LIGNE ÉDITORIALE

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des

préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

Perspectives Philosophiques est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoséologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

Le comité de rédaction

**NORMATIVITÉ DE L'OPINION PUBLIQUE À L'ÉPREUVE
DE LA CULTURE DE MASSE CHEZ JÜRGEN HABERMAS**

Garba OUMAROU

Université André Salifou de Zinder (Niger)

oumarougarba17@yahoo.fr

Résumé :

Ce texte constitue une réflexion sur la constitution de l'opinion dans l'espace public de communication dans la pensée de Habermas. Il met en relief les ressorts de la communication publique institutionnalisée et les impératifs systémiques susceptibles de contrer la bonne effectuation des échanges communicationnels. L'objectif de notre recherche est de prouver que le paradigme habermassien de la communication publique est une alternative pour assurer une culture politique émancipatrice à des citoyens. Ce texte est articulé autour de trois points. Le premier point porte sur l'idée de Rationalisation du monde vécu et de la communication quotidienne. La deuxième s'articule autour de l'apprentissage communicationnel et la formation institutionnelle de l'opinion publique de la volonté chez Habermas. Et enfin, le troisième point met en relief la normativité communicationnelle habermassienne à l'épreuve de la logique systémique et l'instrumentalisation de l'opinion.

Mots-clés : Apprentissage communicationnel, Espace public, Instrumentalisation, Opinion publique, Rationalisation.

Abstract :

This text is a reflection on the constitution of opinion in public sphere of communication in Habermas' trend of thought. It puts emphasis on the springs of institutionalized public communication and systemic imperatives which may counter the correct materialization of communicative exchanges. The goal of this research is to prove that habermassian pradigm of communication is an alternative that assure emancipative political culture to citizens. With the view to give a logic step to this issue, the work is divided into tree parts : the first point turns around the idea of rationalization of experienced life and daily communication. The second puts emphasis on the communication learning and the training of public opinion and will in the trend of thought of Habermas. And

the last point stresses the normativity of habermassian communication face to systemic logics and opinion instrumentalization.

Keywords : Communicative Actions, Public Space, Instrumentalisation, Public Opinion, Rationalisation.

Introduction

Contrairement à la première génération de l'École de Francfort, représentée par Horkheimer et Adorno, qui a développé un certain pessimisme vis-à-vis de la modernité, Habermas pose le paradigme de l'agir communicationnel comme alternative de restauration du statut de la raison. En effet, pour Habermas, la perspective de la communication constitue la voie fondamentale pour harmoniser les opinions individuelles et collectives. La portée de ce paradigme repose sur le renforcement du potentiel communicationnel du monde vécu, et la formation d'une opinion publique spécifique capable de prendre en charge l'intérêt commun. À ce titre, ce principe communicationnel requiert la mise en place des normes qui serviront de piliers aux échanges discursifs. Comment la communication publique permettra-t-elle d'harmoniser les opinions particulières et la volonté générale ? Comment le paradigme de "l'agir communicationnel" triomphera-t-il de la raison instrumentale ? Telles sont les questions qui vont orienter le débat de ce texte. Nous allons nous appuyer sur une approche dialectique afin de prendre en charge cette problématique. Notre hypothèse est que la communication publique adossée à l'agir communicationnel triomphera face à l'instrumentalisme technoscientifique. Pour vérifier cette hypothèse, nous allons nous intéresser d'abord à la rationalisation du monde vécu et ensuite examiner la formation de l'opinion comme rempart à la culture de masse.

1. Rationalisation du monde vécu et de la communication quotidienne

Le monde vécu se caractérise comme un cadre social d'arrière-plan assurant le développement culturel et communicationnel des acteurs sociaux. Il constitue un contexte d'accumulation et de renforcement des aptitudes morales à travers l'accumulation progressive des savoirs issus de la succession des générations. Ce qui définit fondamentalement le contexte du

vécu, c'est l'accumulation de l'expérience quotidienne par le médium du « langage naturel ». Dans sa dimension morale et cognitive, ce monde vécu repose, selon J. Habermas, (1995, p. 44) « sur la quantité de prétentions purement factuelles, dont la légitimité n'a jamais été ni interrogée ni démontrée en un phénomène qui demande à être expliqué ». Ainsi, la reconstruction du monde vécu vise à rompre avec cette spontanéité et à instaurer un univers où la discussion rationnelle est au fondement de tout.

Dans le cadre de la rationalisation du monde vécu, Habermas introduit des principes normatifs basés sur la « pragmatique universelle » et « l'agir communicationnel ». Ces principes normatifs ont pour objectif primordial de rendre la communication accessible à tous les citoyens en se basant sur la contrainte « du meilleur argument ». La pragmatique universelle et l'agir communicationnel trouvent leur signification dans l'espace public. L'espace public renvoie à l'ensemble de tous les réseaux « permettant de communiquer les contenus des prises de positions, et donc des opinions ; les flux de la communication y sont filtrés et synthétisés de façon à se condenser en opinions publiques regroupées en fonction d'un thème spécifique » (J. Habermas, 1997, p. 387).

L'espace public peut également être conçu comme un système d'alerte chargé d'identifier, de formuler ou de problématiser efficacement les problèmes sociaux. Il assure, à ce titre une fonction signalétique. En effet, pour Habermas, la communication publique doit être sous-tendue par un système de règles fondé sur le jeu de langage. C'est dans cette perspective que le paradigme de « l'agir communicationnel » a été articulé à la communication publique dans l'objectif d'opérer d'une part, un « passage de la théorie de la conscience à la théorie de la communication » (J. Habermas, 1987, p. 9) et, d'autre part, d'établir une assise normative dans la conduite de la communication publique. Si dans la discussion publique les agents sociaux veulent parvenir à un accord consensuel, des lois et des principes doivent être de mise dans la conduite de leur activité.

L'introduction du paradigme de l'agir communicationnel repose sur l'idée que l'interaction sociale se fonde primordialement sur l'intercompréhension

langagière. L'intercompréhension implique pour sa part, la prise en considération de certaines dimensions de la vie socioculturelle des acteurs sociaux. En effet, toute communication s'opère dans un environnement socioculturel bien défini. Mieux, les participants à la communication appartiennent nécessairement au tout social qui détermine en partie leurs visions, leurs idées, et leur langage. De ce fait, cette dimension entre en ligne de compte dans la communication. Le socle socioculturel de la société que Habermas conçoit est « le monde vécu comme représenté à travers un ensemble de modèles d'interprétations, transmis par la culture et organisé dans le langage » (J. Habermas, 1987, p. 137). C'est un monde qui sert de repère aux participants à la communication pour l'orientation de leurs actions.

Par ailleurs, Habermas établit que la question de l'intercompréhension qui constitue le point central de l'agir communicationnel est indissociable du monde vécu. Il postule, à ce titre, que c'est la jonction de ces deux paramètres qui inaugure l'abandon de la philosophie du sujet, de la philosophie de l'histoire et de la philosophie du langage qui se sont avérés inadéquates pour articuler dialectiquement la raison et la réalité sociale. Il écrit : « Par les concepts complémentaires du monde vécu et de l'agir communicationnel, j'entends donner tout mon sérieux à la mise en situation de la raison qui, de Dilthey à Sartre et Merleau Ponty, en passant par Heidegger de *Sein und zeit*, ne fut accomplie que dans la dépendance à l'égard de la philosophie de la conscience » (J. Habermas, 1987, p. 11). Par ce propos, on comprend que l'agir communicationnel constitue un dépassement de la philosophie de la conscience.

Faut-il rappeler l'idée que le monde vécu en tant qu'horizon socioculturel a subi également un processus de rationalisation. Ainsi, le savoir culturel constitutif des visions du monde a été différencié en domaines spécialisés (scientifique, esthétique, artistique). Ce monde vécu n'est pas un domaine de savoir unidimensionnel, il constitue plutôt un des domaines spécifiques sur lesquels on doit différemment se référer pour la réalisation de l'intégration sociale et la justification de la validité du discours.

[En effet,] en concevant les choses du point de vue de l'agir, orienter l'intercompréhension, la rationalisation apparaît d'abord comme une

restructuration du monde vécu, comme un processus qui opère ses effets sur les communications quotidiennes à travers la différenciation des systèmes du savoir, et affecte ainsi les formes tant de la reproduction culturelle que de l'intégration sociale et de la socialisation (A. Dupeyrix, 2009, p. 23).

Toutefois, le contexte socioculturel qui est le monde vécu, ne peut à lui seul permettre d'aboutir à une entente consensuelle entre les participants à la communication. Il faut adjoindre à cette instance, un système de règles d'interaction linguistiques qui fera obligation à tous les participants d'établir une « présomption universelle de communication ». Ainsi, cette présomption universelle repose sur notre « capacité universelle d'échanger des prétentions à la validité dans les domaines de la description des états de choses, de la justesse normative, de la sincérité de nos sentiments et attitudes » (J.-M. Durand-Gassalin, 2012, p. 313). Le monde vécu en tant que tissu d'actions communicationnelles qui assurent la coordination sociale, est indissociable de cette prétention à la validité. Comme le mentionne Habermas, « les structures du monde vécu sont déterminées par l'intersubjectivité engendrée par le langage, et qui reposent sur des prétentions à la validité susceptible d'être critiquées » (J. Habermas, 1978, p. 31).

La mise en application de ce principe d'universalisation permet d'aboutir à une situation idéale de communication qui résulte de la capacité de décentrement des participants à la discussion. Selon ce même paramètre, la présomption universelle dans la communication publique se justifie par l'idée que les participants à la communication doivent être « capables d'orienter leur action selon les prétentions à la validité intersubjectivement reconnues » (J. Habermas, 1987, p. 31).

La présomption universelle à la communication a aussi pour objectif de reconstruire les conditions de possibilité de l'intercompréhension entre les citoyens sur la base de « la force sans contrainte du meilleur argument » (J. Habermas, 2013, p. 1.9). L'impératif du meilleur argument garantit la « rationalité de la communication publique » (J. Habermas, 1987, p. 34).

En substance, le nouveau paradigme repose sur une conjugaison de trois piliers : l'intercompréhension langagière, « la reconnaissance intersubjective

des prétentions à la validité critiquables » (J. Habermas, 2013, p. 23), et la prise en compte des valeurs du monde vécu. L'approche s'articule autour de l'autodétermination des citoyens et s'oriente contre les impératifs administratifs du libéralisme économique. Elle constitue aussi une remise en cause du scientisme, du décisionnisme de la philosophie existentialiste, lesquels écartent la volonté populaire au profit des experts. À travers, le décisionnisme et cette philosophie scientiste,

Habermas perçoit, écrit Sémou Pathé Guèye, une rationalité escamotée, incapable de s'élever à la dimension de cette raison communicationnelle seule apte (...) à inscrire l'interaction sociale, et la pratique politique dans ce cadre, dans les limites compatibles avec les exigences normatives d'un espace public civilisé. (S. P. Guèye, 2003, p. 72).

Face à cette « rationalité escamotée », l'idée de l'apprentissage communicationnel et de la formation de l'opinion s'impose avec acuité.

2. Apprentissage communicationnel et formation institutionnelle de l'opinion publique et de la volonté chez Habermas

La pratique communicationnelle n'est pas un simple processus de transmission d'informations. L'activité communicationnelle, en tant que telle, va de pair avec la coordination des actions collectives. Elle se fonde et prend sens à travers l'intercompréhension. L'idéal d'intercompréhension contenu dans l'agir communicationnel est aussi inclus dans la dynamique de réalisation des valeurs morales. C'est ce qui confère à l'agir une dimension proprement anthropologique. C'est aussi pourquoi, la réalisation de l'unité à travers la communication requiert un processus d'apprentissage. Cet apprentissage vise à prendre en compte les valeurs morales et les présuppositions pragmatiques. En s'inspirant d'une part d'Herbert Mead, J. Habermas, (1987, p. 42) pose la problématique de l'apprentissage communicationnel comme une espèce de « reconstruction de structures conceptuelles ». Les acteurs sociaux sont considérés comme étant, depuis leur enfance, dans un apprentissage par intériorisation des normes, de la pratique communicationnelle. Cet apprentissage débute comme « appropriation progressive, sociocognitive et morale, de la structure, objectivement donnée, de rôles qui règlent légitimement les relations interpersonnelles ». (J. Habermas, 1987, p. 42).

Habermas esquisse en ce sens une dynamique d'apprentissage sociocognitif qui s'appuie, d'une part, sur l'idée que la connaissance progresse à travers un apprentissage réciproque et, d'autre part, sur l'idée que la capacité d'action communicationnelle dépend des dispositions intériorisées dans le processus de socialisation. Cette approche se fonde sur la considération que la communication, en tant qu'acte et pratique sociale, présuppose la mobilisation des potentialités historiquement acquises.

Habermas s'est ainsi inspiré de la psychologie sociale de Mead, de Dewey et de Peirce qui ont eu à dégager les prémisses d'une théorie de la socialisation. Aussi, Habermas a emprunté la théorie du développement cognitif de Piaget et l'a articulée au matérialisme historique afin d'expliquer que le mécanisme d'apprentissage sociocognitif préside à la rationalisation de la communication et de l'opinion publique. C'est à ce titre que cet auteur envisage l'espace public comme un des présupposés d'une société capable d'agir collectivement, d'accroître son potentiel moral et cognitif afin de passer au crible de la critique les institutions, les normes, les pouvoirs et les pratiques sociales de son milieu. Selon toujours ce paradigme, un acteur social n'acquiert l'idée claire de son identité que lorsqu'il accepte de considérer ses actions ou ses actes communicationnels dans la perspective de son autre, c'est-à-dire de son vis-à-vis. Habermas partage ainsi avec le sociologue Pierre Bourdieu l'idée que la pratique communicationnelle requiert des aptitudes et dispositions de la part des agents sociaux à travers l'assomption des normes et conventions en vigueur. C'est en ce sens que sa théorie du langage et de l'action communicationnelle repose sur une analyse du monde vécu social. La pratique et l'apprentissage de la communication vont de pair avec la formation sociale et cognitive, le tout sur fond d'une transmission de valeurs par le truchement du langage.

Les sujets capables de parler et d'agir sont constitués comme des individus par le fait qu'ils s'intègrent dans un monde de vie intersubjectivement partagé. Dans les processus de formation communicationnels, l'identité de l'individu et celle de la communauté se forment et se maintiennent co-originaires. Plus les structures du monde de la vie se différencient, plus l'autodétermination de celui qui est individué est enchâssée dans les dépendances sociales

démultipliées. La question de l'apprentissage communicationnel implique également la reconstruction des compétences morales inscrites dans le parler et l'agir. C'est en ce sens qu'elle devient surtout une catégorie anthropo-cognitive. À ce niveau, Habermas estime que la capacité communicationnelle des agents sociaux est liée au processus de socialisation et d'individuation.

Dans le même ordre d'idées, Habermas estime que la production éthique d'un système institutionnel de la communication est inséparable des aptitudes à assurer une identité universaliste. C'est même à ce titre que l'individuation et l'universalisation demeurent des dimensions inséparables dans la pratique de la communication et l'intercompréhension.

Le processus d'apprentissage, faut-il aussi le rappeler, a été déjà problématisé dans la philosophie marxienne à travers l'acquisition progressive du savoir technique organisationnel au niveau des forces productives. Mais, chez Habermas cet apprentissage n'est pas de l'ordre instrumental, il est plutôt moralo-cognitif. Dans la perspective habermassienne, le travail, en tant que force motrice de l'histoire chez Marx, a fait place à l'intersubjectivité. En effet, l'auteur de *Morale et communication*, trouve que les facultés pratico-morales sont très déterminantes dans la reconstruction des structures normatives du monde vécu. En somme, la transmission du savoir, la socialisation, la constitution de la solidarité sont des piliers à travers lesquels la communication assure la reproduction symbolique de la société. Les principes de solidarité reposent également sur des énoncés moraux ayant valeur d'obligation. Cette valeur d'obligation consensuelle fonde la solidarité sociale entre citoyens.

La théorie de l'apprentissage intègre aussi l'acquisition des capacités intellectuelles pour l'actualisation du passé. Cette démarche se fonde sur l'autoréflexion. La réflexivité dans la pratique des échanges sociaux a une dimension socio-cognitive. Elle permet aux acteurs sociaux de réactualiser le potentiel en termes de valeurs cognitives et morales qui sommeille en eux. Par cette réflexivité, l'individu arrive à participer à l'instauration d'une éthique de l'intersubjectivité communicationnelle. « L'individu n'acquiert de distance réflexive à l'égard de sa propre vie que dans l'horizon de formes de vie qu'il

partage avec d'autres, et qui de leur côté forment un contexte de projets et de vie à chaque fois différents » (J. Habermas, 2003, p. 104). C'est dans cette perspective de la réflexivité que Habermas préconise un rapport critique vis-à-vis des traditions, car dit-il, « toute continuation de la tradition est bel et bien sélective » (J. Habermas, 2005, p. 25), et cette sélectivité doit passer par le filtre d'une appropriation critique de l'histoire. Pour que l'histoire puisse nous édifier, il faut que nous développons des attitudes réflexives à notre égard.

La problématique de l'apprentissage socio-cognitif revêt aussi un caractère réflexif, en ce sens que les acteurs sociaux doivent être critiques vis-à-vis des valeurs institutionnelles. Il s'agit pour chaque acteur ou citoyen d'engager un processus interprétatif qui puisse lui permettre de développer une culture politique de la liberté. Sur un tout autre plan, Habermas mise dans cette problématique d'apprentissage sur le décloisonnement des perspectives comme aspect important de la rationalité communicationnelle. Il avance l'idée de « décloisonner les perspectives égoïstes » afin de permettre d'instaurer des conditions d'objectivité. Ainsi, le processus de formation communicationnelle doit, sur la base de cette considération, reposer sur une attitude de décentrement de l'identité de l'individu et celle de la communauté. Chaque participant accepte de s'aliéner dans les relations interpersonnelles.

En outre, l'apprentissage communicationnel doit avoir une assise sur une perspective universaliste. Celle-ci constitue une étape supplémentaire au décentrement. Elle postule l'aptitude à pouvoir relativiser sa vision et à intégrer les points de vue des autres dans l'échange communicationnel. Cette question d'universalité dans la pratique de la communication intègre la dimension sociale. En effet, toute communication doit être en accord avec les pratiques de socialisation et le principe de solidarité. Elle doit également être sous-tendue par des principes de justice et de solidarité. La théorie de l'apprentissage a donc ce double souci de joindre l'universalisme à la solidarité car, « chaque exigence d'universalisation devrait rester impuissante s'il ne résultait pas, de l'appartenance à une communauté idéale de communication, la conscience d'une inamovible solidarité, la certitude de la coappartenance fraternelle à un contexte de vie en commun » (J. Habermas, 2003, p. 70).

L'apprentissage communicationnel est indissociable de la problématique de la formation de l'opinion publique et de la volonté. Cette problématique de la formation de l'opinion publique et de la volonté est inhérente à la nécessité de donner une assise éthique et institutionnelle à la citoyenneté. Elle témoigne en même temps de la perspective de l'édification d'une démocratie pluraliste impliquant l'élargissement des débats publics et sollicite la responsabilité collective et individuelle des citoyens. En outre, la formation institutionnelle de l'opinion et de la volonté découle de l'idée selon laquelle les citoyens doivent se donner les moyens de participer à la conception des lois de leurs institutions. Il s'agit là d'une auto-législation d'après laquelle « tout être raisonnable doit agir comme s'il était toujours par ses maximes un membre législateur dans les règnes universels des fins ». (E. Kant, 1985, p. 306).

Ainsi, la discussion publique trouve tout son sens dans la mise en place des lois, institutions, dans la réglementation de l'administration et dans la consolidation de la rationalisation de la légitimité de l'administration. Pour que les citoyens puissent disposer d'un esprit critique, et d'une objectivité leur permettant d'élaborer des lois à caractère universel, il leur faut être dans un processus de formation de l'opinion et de la volonté. La perspective de la formation de l'opinion chez Habermas s'inscrit donc dans la logique de la rationalisation de jugements des citoyens vis-à-vis des organes politico-administratifs. Habermas nous explique à cet égard toute la portée de la théorie de la discussion en affirmant :

Les procédures et les conditions communicationnelles de la formation démocratique de l'opinion et de la volonté fonctionnent, en effet, comme l'écluse d'une rationalisation au moyen de la discussion des décisions que prennent un gouvernement et une administration liés par les lois et par la justice. La rationalisation est plus qu'une simple légitimation, mais moins que la constitution du pouvoir, le pouvoir dont dispose l'administration change de nature dès lors qu'il est rattaché à une formation démocratique de l'opinion et de la volonté qui ne se contente pas de contrôler après coup l'exercice du pouvoir politique, mais contribue plus ou moins à le programmer. (J. Habermas, 1997, p. 324-325).

Ainsi, la perspective de la formation de l'opinion et de la volonté, met en honneur l'intersubjectivité afin de fournir une base solide à l'exercice de la liberté citoyenne. Elle articule l'autonomie privée à l'autonomie politique dans

la société politique. À cet effet, ce principe auto-législatif qui repose sur le débat éclairé du public s'inscrit contre le fondamentalisme kantien. Il ne s'agit plus, comme le voulait la maxime kantienne, que chacun fasse en même temps de sa volonté une loi universelle, le citoyen doit soumettre sa volonté à l'appréciation des autres pour qu'elle acquière la dimension d'universalité. Il s'agira de faire en sorte que :

s'opère un glissement : le centre de gravité ne réside plus dans ce que chacun peut souhaiter faire valoir, sans être contredit, comme étant une loi universelle, mais dans ce que tous peuvent unanimement reconnaître comme une norme universelle (J. Habermas, 1986, p. 85).

Le processus de formation de l'opinion permettra aux citoyens d'intérioriser les valeurs cardinales comme : l'universalité des normes et principes, la question de l'intérêt général, la légitimité des démarches et procédures administratives. Ainsi, l'intervention et le contrôle des citoyens avertis sur la pratique de la discussion publique entraînent un changement positif dans le processus administratif et politique. :

Le pouvoir dont dispose l'administration change de nature dès lors qu'il est rattaché à la formation démocratique de l'opinion et de la volonté qui ne se contente pas de contrôler après coup l'exercice du pouvoir politique, mais contribue plus ou moins à le programmer (J. Habermas, 1997, p. 325).

Les citoyens doivent être formés dans la maîtrise des outils et procédures institutionnels afin qu'ils soient en mesure d'apprécier valablement la démarche juridique et législative. Cette alternative louable permet au public de s'approprier les principes et valeurs démocratiques. Car en tout état de cause, l'opinion publique ne doit pas être sous la seule tutelle morale de l'autorité de l'État, et toutes les décisions institutionnelles, juridiques et politiques doivent faire l'objet de la publicité. « Toutes les maximes politiques doivent se revendiquer de la publicité » (J. Habermas, 1978, p. 123), disait notamment Habermas. C'est seulement à cette condition que l'opinion publique cessera d'être l'incarnation de l'arbitraire pour devenir « le résultat élaboré de la réflexion publique, effectuée en commun » (J. Habermas, 1997, p. 105). En effet, le processus rationnel de la formation de la volonté suit le résultat de la discussion entre participants. C'est du reste pourquoi Habermas se fonde sur l'idée que « la volonté formée de façon discursive peut être dite rationnelle parce

que les propriétés formelles de la discussion et de la délibération garantissent suffisamment qu'un consensus ne peut naître que sur des intérêts universalisables » (J. Habermas, 1978, p. 150). Toutefois, la formation de l'opinion discursive exige des garanties de l'État de droit à travers la création et le fonctionnement des dispositifs institutionnalisés, des procédures juridiques le tout pour assurer les prédispositions d'une communication équitable.

La publicité de l'opinion publique et le mécanisme délibératif doivent avoir pour ancrage, d'une part, les institutions de l'État de droit et, d'autre part, les structures moralo-pratiques du monde vécu. Sémou Pathé Gueye épouse l'idée selon laquelle la démocratie délibérative s'appuie sur l'agir communicationnel et la formation de « l'opinion publique comprise comme expression de la volonté commune des citoyens autonomes, responsables, correctement informés, telle qu'elle se forge dans le cas d'un débat public ne garantissant d'autre contrainte que celle de l'argument meilleur » (J. Habermas, 1978, p. xxx).

L'éducation à la communication publique permet aux citoyens d'acquérir des compétences administratives via les organes de la société civile. Cette démarche permet en conséquence aux citoyens de veiller à ce que des décisions administratives soient établies en fonction des valeurs préexistantes dans le monde vécu et les normes d'universalité capables d'harmoniser l'intérêt général et les intérêts légitimes de chaque participant. Il faut, à ce titre, que la formation de l'opinion publique soit axée sur les démarches efficaces et portent surtout sur le fonctionnement des institutions étatiques comme le parlement, l'administration. Comme l'illustre le propos ci-dessous de J. Habermas, (1997, p. 389).

Dans le processus de la communication publique, il ne s'agit pas seulement, ni en premier lieu, de la diffusion de contenus et de prises de position par les médias de transmission efficaces. Assurément une implication suffisante des intéressés n'est garantie que si l'on parvient à une circulation à grande échelle des messages intelligibles et qui suscitent l'attention. Mais pour la structuration d'une opinion publique, les règles d'une pratique de la communication suivies d'un commun accord sont plus importantes.

Cette formation permet aussi à certains égards de donner un ancrage plus social aux procédures juridiques et administratives. Cela est d'autant plus nécessaire lorsqu'on sait que les citoyens se doivent de jauger la valeur éthique de ces procédures juridiques et administratives. Il s'agit donc, à travers cette démarche, de restaurer aux citoyens leur responsabilité. Comme aime à le dire B. Kaboré (2001, p. 39), « La responsabilité et la dignité juridique reconnues au peuple constituent des prémisses ou, à tout le moins, des moments d'éclosion de l'idée moderne de démocratie ». Cela permettra également de lutter contre l'élan du libéralisme économique qui tend à privilégier le système économique au détriment de la volonté populaire. En substance, on ne saurait penser l'apprentissage communicationnel et la formation de l'opinion, sans mettre en relief le processus rampant de la technicisation du monde vécu et de la publicité liée à aux impératifs systémiques.

3. La normativité communicationnelle habermassienne à l'épreuve de la logique systémique et l'instrumentalisation de l'opinion

Habermas a abordé la problématique de l'instrumentalisation de l'espace public sous l'angle de la remise en cause de la communication publique et du travestissement de l'opinion publique. Ainsi, cette perspective visait à mettre en relief les différents ressorts et les logiques qui sous-tendent le triomphe des impératifs économiques et administratifs sur la communication publique authentique. À cet égard, l'auteur a mis en accusation la logique du pouvoir administratif et économique comme facteurs principaux ayant conduit à la déstructuration de l'espace public.

Habermas s'appuie sur la théorie du système développée par Talcott Parsons (sous l'angle de la théorie de l'action et celle de Max Weber comme agir orienté vers une fin). Les réflexions menées par ces auteurs présentent la structure sociale comme un système coordonné par des médiums que sont l'argent et l'administration. Ainsi, la logique sociale est envisagée, selon cette même vision comme systèmes d'actions orientées vers des finalités. Toujours selon cette logique, la raison humaine se déploie dans la réalité objective pour une fin presque unique qui est la saisie des objets ou de la nature en général en vue de l'autoconservation.

En conséquence, la raison n'est plus perçue de façon dialogique dans sa dimension morale et théorique, elle est réduite à l'entendement calculateur. Sous un tout autre angle, la théorie du système conçoit la dynamique de l'intégration sociale sous l'angle unique de la performance technique. En revanche, l'intégration sociale n'exige pas nécessairement « un savoir utilisable techniquement » (J. Habermas (1987, p. 384) mais plutôt un savoir moral qui s'exprime sous forme de règles d'intercompréhension.

Habermas s'inscrit à contre-courant de la théorie du système qui veut réduire l'attitude du sujet social à la conservation de soi. Selon Habermas, « l'intercompréhension par le langage est un mécanisme si important de la coordination de l'action, là où elle possède un privilège méthodologique, ne peut expliquer le concept d'action qu'en le reliant au concept de langage. » (J. Habermas, 1987, p. 285). C'est dire en ce sens que la théorie du système ne peut pas élucider valablement la question de l'activité sociale parce qu'elle tourne le dos à un aspect déterminant qu'est la dimension pratique de la raison.

Toutefois, il faut admettre que la modernité n'est pas que morale-pratique. Elle symbolise également le déploiement technologique. Le contexte social moderne est caractérisé par des flux communicationnels liés à la culture de masse. Cela pose du coup la question de l'instrumentalisation de l'espace public et de l'opinion. Cette instrumentalisation trouve ses ressorts fondamentaux dans la logique systémique et à l'autonomisation des systèmes sociaux. Il s'agit notamment des systèmes fonctionnels comme l'économie, la régulation par le médium de l'argent et du pouvoir. Quatre points résultent en substance de l'analyse habermassienne : la déstructuration du monde vécu, la transformation de la culture authentique en culture de masse, la privation des droits publics et la mise en cause de l'autodétermination citoyenne.

Ainsi, Habermas met-il en relief la naissance d'un contexte socio-politique où les domaines initialement structurés par la communication se trouvent inféodés aux impératifs de domaines d'action à travers la construction d'une « sphère politique fabriquée pour une durée limitée reproduit, simplement à d'autres fins, cette sphère où le règne de la culture d'intégration, le domaine

de la politique est lui aussi intégré, grâce à des techniques psychologiques, au monde de la consommation ». (J. Habermas, 1978, p. 255).

En conséquence, le raisonnement public fait désormais place à une unidimensionnalité de la pensée au sens marcusien du terme. La communication publique se dissout en des attitudes stéréotypées adaptées à la logique de consommation. La publicité, n'est plus, dans ce contexte, l'usage public que les personnes privées font de leur raison, elle est plutôt cette « mise en scène de façon administrative et manipulatrice dans le but de convaincre cette minorité des indécis » (J. Habermas, 1978, p. 230). L'un dans l'autre, la culture de masse a déstructuré les contenus éthiques de langage du monde vécu et rend celui-ci manipulable à des fins instrumentales et marchandes. L'activité communicationnelle finalisée prend le pas sur la communication publique orientée vers le consensus.

La validité du monde vécu en tant que structure normative tient au fait qu'il règle la communication sociale à travers la socialisation. Avec la dérégulation de principes normatifs du monde vécu, l'intégration sociale fait place à une intégration au système. Cette intégration au système se fait non pas au travers des valeurs mais par des performances de régulation du système. L'intégration du monde vécu, faut-il le rappeler, est le socle des activités communicationnelles, de formation de l'opinion et de la volonté. Sa désintégration s'est opérée avec l'avènement des systèmes fonctionnels qui sont médiatisés par l'argent et le pouvoir. Ces systèmes fonctionnels renvoient à la logique des échanges marchands qui échappent à la rationalité communicationnelle. Habermas expose dans *Droit et démocratie*, comment le public des citoyens est « coupé à la fois des racines le rattachant au monde vécu de la société civile, de la culture politique et de la socialisation ; et qui a été intégré au système politique » (J. Habermas, 1997, p. 361).

En tant qu'ensemble de processus administratifs et économiques différenciés, la rationalité instrumentale déstructure même la communication publique, en ce qu'elle rend difficile la réalisation de l'idéal d'émancipation de la communication consensuelle. J. Habermas (1997, p. 316) prend ainsi pour cible le nouveau

contexte socio-politique de la modernité. Les interventions administratives et la surveillance permanente désintègre la structure communicationnelle des relations quotidiennes. La déstructuration des conditions de vie solidaires, selon lui, vont de pair avec l'anéantissement des groupes sociaux et du tissu associatif, l'endoctrinement et la dissolution des identités sociales avec l'étouffement de toute communication publique spontanée.

Ces impératifs économiques et administratifs se répercutent aussi sur le monde vécu social. Ainsi, le mécanisme de l'intégration sociale, de la socialisation, la question de la formation de l'identité sont remis en cause au profit de l'intégration des systèmes. Cela semble tout à fait logique, dès lors que, selon toujours les mots de J. Habermas (1978, p. 204), « les sociétés complexes ne sont plus maintenues et intégrées par les structures normatives ».

En conséquence, l'opinion publique perd le sens du réel et sa capacité de discernement. Le développement de la technicisation médiatisé par les impératifs systémiques a tendance à déployer une violence qui brouille la démarche authentique d'interprétation des images du monde. Les acteurs sociaux ne sont plus en mesure d'orienter les processus systémiques de la technique en fonction de leurs valeurs culturelles fondamentales. Si les personnes socialisées conformément aux principes communicationnels du monde vécu ont une identité bidimensionnelle (l'universalisme et l'individuation), l'avènement de la désintégration de l'opinion publique est caractérisé par « l'unidimensionnalité », pour parler comme Marcuse (1968). Aussi, la désintégration des institutions sociales a entamé les structures normatives de la communication consensuelle et s'accompagne d'une déstructuration de la conscience collective. Avec la rationalité systémique, les citoyens s'orientent vers les valeurs d'usage, les attentes susceptibles d'être orientées par le succès. Aussi, la déconnexion du monde vécu met dès lors en question la possibilité de son assimilation. Les structures symboliques du monde vécu se trouvent réifiées par les impératifs systémiques.

La bureaucratisation administrative entraîne la technicisation du monde vécu en privant les acteurs de leur contexte d'actions communicationnelles.

Les sous-systèmes, en s'autonomisant, remplacent l'agir communicationnel pour une compréhension, par un agir administratif objectivé en vue d'une fin. En outre, l'autonomisation des systèmes sociaux comme le marché et l'administration a subverti le processus d'intersubjectivité s'opérant à travers la formation de l'opinion et de la volonté. Ainsi, l'apparition des études de marché, la professionnalisation du travail de l'information et les sondages d'opinion remplacent la pratique de la communication consensuelle. Dans le même ordre d'idées, se crée une dépendance du système politique vis-à-vis des prestations systémiques comme le système fiscal.

Avec l'avènement de la bureaucratisation, d'une part, le principe de légitimation dans les groupements d'intérêts disposent dorénavant du pouvoir public et, d'autre part, « les institutions et les procédures de la démocratie formelle sont faites de telle sorte que les décisions de l'administration peuvent être prises de façon largement indépendante des motifs déterminés des citoyens » (J. Habermas, 1978, p. 204). Le pouvoir public, exercé indépendamment des contraintes de légitimation, remet en cause l'autodétermination du peuple qui a perdu ses prérogatives de décision à travers le principe de formation rationnelle de la volonté.

L'autre dynamique qui sous-tend la déstructuration de l'espace public est inhérente à la transformation du système politico-juridique. En effet, le positivisme juridique devenant l'un des ressorts du capitalisme avancé a entraîné une privatisation du droit public au profit du droit privé et de la démission de l'État face aux prestations sociales. La sphère d'échange devient ainsi *sui generis*, c'est-à-dire indépendante vis-à-vis du secteur politique. La sphère publique se trouve envahie par les sous-systèmes autorégulés, ce qui a pour conséquence le détachement des structures de communication du monde vécu social, le principe d'organisation capitaliste entraînant dès lors « l'autonomisation d'un système économique dépolitisé et régulé par le marché » (J. Habermas, 1985, p. 57).

Dans cette perspective, avec le positivisme juridique, « le droit ne se rattache plus à des structures de communication préétablies, il génère au contraire des formes d'échange » (J. Habermas, 1978, p. 341). C'est d'ailleurs pourquoi Habermas considère l'extension du droit dans la sphère de la vie

sociale comme étant symptomatique de la colonisation du monde vécu. Or, la rationalisation du monde vécu, mise en évidence à travers la nouvelle approche, vise à permettre aux acteurs sociaux d'orienter ce processus systémique en fonction de leurs propres modèles culturels. Aussi, l'autonomisation du droit et de la morale donna lieu au droit formel et aux éthiques profanes de responsabilité et de conviction. Cela est aux antipodes de la procédure juridique primitive où les actions et les normes morales s'entrecroisent mutuellement.

Par conséquent, l'argumentation juridique se résume à la protection des intérêts des propriétés privées. Dans cet ordre d'idées, l'individualisme du système juridique devient le ressort de l'impératif fonctionnel des marchés et de l'administration. L'instrumentalisation de la sphère existentielle par la raison instrumentale rappelle la terminologie heideggérienne de l'oubli de l'être. Dans les structures officielles de l'administration, la dynamique de l'intersubjectivité basée sur une communication consensuelle fait place au décisionnisme administratif. Aussi, le processus de mise en œuvre des décisions administratives est détaché de la volonté citoyenne.

En somme, les exigences des impératifs systémiques sont liées à la gestion des produits de la technoscience. À titre illustratif, on peut noter que la régulation de l'offre et de la demande nécessite des performances organisationnelles de l'État qui rend l'usage possible par les infrastructures, et l'oriente grâce à un réseau de normes juridiques. On ne doit pas non plus considérer la technicisation du social comme fatal à tout point de vue, lorsqu'on sait qu'elle fait partie intégrante de la vie. Tout au plus, faut-il créer un environnement qui permettra à l'homme de disposer de moyens techniques sans pour autant remettre en cause les conditions de la libre communication citoyenne. En ce sens, on doit asseoir un mécanisme qui, tout en prenant en compte le paradigme de l'entente consensuelle et l'usage de l'armature technologique, soit en même temps susceptible de réaliser une rationalité qui ne sera pas uniquement celle du monde vécu.

Conclusion

L'espace public constitue l'englobant ou pour mieux dire, le point d'ancrage, à partir duquel Habermas a conçu sa théorie de la communication normative. Cet auteur a mis en exergue la problématique de l'apprentissage communicationnel à travers le principe de l'intégration sociale centré sur la solidarité collective, la socialisation et l'individuation. En s'inspirant du processus du développement cognitif de Piaget et de Mead, Habermas a établi un paradigme de la communication articulé autour du progrès moral et intellectuel et un principe de la formation de l'opinion publique. Cette analyse n'a pas manqué d'élucider la question des effets de la logique systémique qui se traduisent par l'instrumentalisation de l'opinion publique et la déstructuration du monde vécu. Il faut surtout noter que Habermas ne rejette pas catégoriquement la technologie, il note tout de même que les valeurs normatives doivent primer sur des impératifs systémiques dans les échanges entre acteurs sociaux.

Références bibliographiques

DUPEYRIX Alexandre, 2009, *Comprendre Habermas*, Paris, Armand Colin.

DURAND-GASSALIN Jean-Marc, 2012, *L'École de Francfort*, Paris, Gallimard, 2012.

GUEYE Sémou Pathé, 2003, *Du bon usage de la démocratie en Afrique*, Dakar, Nouvelles Éditions Africaines du Sénégal.

HABERMAS Jürgen, 1985, *Après Marx*, trad. Jean-René LADMIRAL et Marc B. de LAUNAY, Paris, Fayard.

HABERMAS Jürgen, 2013, *De l'éthique de la discussion*, trad. Mark HUNYADI, Paris, Flammarion.

HABERMAS Jürgen, 2005, *De l'usage public des Idées. Écrits politiques*, trad. Christian BOUCHINDHOMME, Paris, Fayard.

HABERMAS Jürgen, 1997, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, trad. Rainer ROCHLITZ et Christian BOUCHINDHOMME, Paris, Gallimard.

HABERMAS Jürgen, 1978, *Espace public. Archéologie comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. Marc B. de LAUNAY, Paris, Payot.

HABERMAS Jürgen, 2003, *Éthique de la discussion et la question de la vérité*, trad. Patrick SAVIDAN, Paris, Grasset.

HABERMAS Jürgen 1986, *Morale et communication*, trad. Christian BOUCHINDHOMME, Paris, Cerf.

HABERMAS Jürgen, 1978, *Raison et Légitimité. Problème de légitimation dans le capitalisme avancé*, trad. Jean LACOSTE, Paris, Payot.

HABERMAS Jürgen, 1995, *Sociologie et théorie du langage*, trad. Rainer ROCHLITZ, Paris, Arman Colin.

HABERMAS Jürgen, 1987, *Théorie de l'agir communicationnel, tome 1 : Rationalité de l'agir et rationalité de la société*, trad. Jean-Marc FERRY, Paris, Fayard.

HABERMAS Jürgen, 1987, *Théorie de l'agir communicationnel, tome 2 : Critique de la raison fonctionnaliste*, trad. Jean-Louis SCHLEGEL, Paris, Fayard.

KABORE Boniface, 2001, *L'idéal démocratique entre l'universel et le particulier. Essai de philosophie politique*, Paris, L'Harmattan.

KANT Emmanuel, 1985, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, trad. Victor DEBOS in KANT Emmanuel, *Œuvres philosophiques*, tome II, Paris, Gallimard.

MARCUSE Herbert, 1968, *L'Homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, trad. Monique WITTIG, Paris, Minuit.